

23.2.1993 ESAHI FINALI
INT. SIM. FRA. → ITA.
T③ LEÇGE: LEBHAR POLITI TL=7'36'

20. 1097

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR MAHFOUD OULD DEDDACH
MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT
DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE**

02-1097-C-FIN-4

M. le Président

- Honorables invités,
- Mesdames, Messieurs.

En cette circonstance solennelle et de par le haut de cette tribune, l'honneur m'échoit d'adresser, au nom du Gouvernement et du Peuple Mauritanien, mes sincères et vifs remerciements au Président de la République du Brésil, Son Excellence FERNANDO COLLOR DE MELLO, au Gouvernement et au Peuple Brésiliens pour avoir bien voulu abriter les assises de notre auguste et honorable Assemblée.

Il y a quelques dix ans l'environnement était dit-on perçu dans les pays industrialisés comme un souci de classes moyennes inquiètes, depuis un demi-siècle à peine, des conséquences des progrès et des atteintes à la qualité de la vie (pollution localisée de l'air et de l'eau) en oubliant que les classes pauvres avaient, au cours du 19ème siècle, subi brutalement des épreuves beaucoup plus directes.

Aux problèmes d'environnement dits sectoriels pour les pays du Sud, s'ajoutent ceux relatifs au cadre de la vie, de l'habitat, de la santé, la pauvreté, la misère, l'ignorance, la pression démographique, l'endettement, ainsi que la détérioration des termes de l'échange.

Dés lors, nous pays en développement avons légitimement bien des raisons de se demander si l'environnement n'était pas une maladie des pays riches ou plus exactement dits industrialisés. En effet avec seulement un quart de la population, les pays du Nord consomment les trois quarts de la production énergétique mondiale, émettent plus de trois quarts des destructeurs d'ozone avec le développement inconsidéré des transports automobiles industriels mais aussi la majeure partie des oxydes d'azote sans compter les pollutions accumulées depuis les débuts de l'industrialisation qui continuent de produire leurs effets pervers.

Fort heureusement en quelques années, la Communauté Internationale a pris conscience de l'ampleur du danger que court l'humanité toute entière et des liens étroits qui unissent Environnement et Développement ainsi que du nécessaire rapprochement entre le Nord et le Sud.

L'ampleur des problèmes communs, les grands risques universels et en particulier ceux de l'atmosphère nous interpellent de plus en plus. Cette ampleur est en effet ressentie en Europe avec les retombées des pluies acides qui atteignent déjà plus de 10% des forêts Européennes et en Afrique avec la désertification qui anéantit chaque année toute l'aide de l'Europe à l'Afrique rurale.

Au Nord comme au Sud, et à l'Est comme à l'Ouest, les dégradations de l'environnement sont si dramatiques et actuelles que nous sommes de plus en plus "logés à la même enseigne". Le présent défi que nous devons relever est un véritable pari pour la survie des générations actuelles et futures. En un mot, il s'agira de nous rendre à l'évidence de la nécessité à trouver des nouvelles démarches permettant de mieux gérer les ressources de l'environnement et de soutenir le développement humain.

L'on devra se souvenir en effet, que la conférence des Nations-Unies sur l'Environnement réunie en 1972 à STOCKHOLM avait proclamé que "la protection et l'amélioration de l'Environnement était une question d'importance majeure qui affecte le bien-être des populations et le développement économique dans le monde entier". Mieux, la déclaration de STOCKHOLM demandait expressément à tous les peuples "d'assumer une responsabilité solennelle pour la protection et l'amélioration de l'environnement pour les générations présentes et futures".

La Conférence de RIO de JANEIRO que nous organisons vingt ans après celle de STOCKHOLM se doit de s'interroger si nous avons effectivement assumé cette responsabilité de définir des actions que nous devons collectivement entreprendre dans les années à venir pour protéger notre planète qui n'a que trop souffert de "la myopie avec laquelle nous avons recherché la prospérité".

La double appartenance géographique de la Mauritanie au SAHARA et au SAHEL l'expose de toute évidence et au premier rang aux aléas climatiques d'une nature de plus en plus hostile à la vie humaine.

Ainsi et à l'instar des autres pays Sahéliens, mon pays connaît depuis près de deux décennies une désertification et une sécheresse implacables.

Les conséquences de ce double fléau cumulées à une invasion acridienne depuis 1987 ont engendré :

- Une crise écologique due à la forte pression animale et à l'augmentation galopante des besoins énergétiques ayant conduit à la destruction des forêts et des pâturages.
- Une crise énergétique caractérisée par une consommation de bois de feu huit fois plus importante que la croissance naturelle des forêts existantes.
- Une crise alimentaire entraînant une forte baisse de la production agricole qui ne couvre plus que moins de 20% des besoins céréaliers.
- Une crise des forces de production et l'émergence incontrôlée des bidonvilles autour de nos principaux centres urbains car deux nomades sur trois se sont sédentarisés.
- Une faible exploitation des infrastructures socio-économiques fortement endommagées par une avancée du désert évaluée à plus de 6 kms par an.

Mesdames, Messieurs,

Conscient de l'ampleur du phénomène de la désertification et de ses répercussions négatives sur le développement de notre pays voire sa survie, mon Gouvernement a élaboré avec le concours technique et financier du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le SAHEL et du Bureau des Nations-Unies pour la Région Soudano-Sahélienne et adopté en 1987 un Plan Directeur de Lutte contre la Désertification.